

sans compter avec cet autre nouvel avorton «négriniste» de dernière heure, appelé « Front de la Résistance », et qui exprime concrètement les tentatives du stalinisme de soustraire la solution de la crise espagnole aux influences de l'impérialisme, spécialement de l'anglais et de l'américain, qui se trouvent derrière les autres formations politiques mentionnées plus haut.

Les gouvernements « démocratiques », craignant également que la chute de Franco ouvre en Europe une nouvelle brèche révolutionnaire et mette en danger, non seulement les intérêts privés de la bourgeoisie espagnole, mais aussi les leurs propres, soutiennent Franco au pouvoir. Ceci n'exclut pas qu'en présence de l'agitation révolutionnaire du prolétariat international, les gouvernements démocratiques aient recours à une série de manœuvres devant la nécessité, qui s'imposera tôt ou tard, de remplacer Franco. L'avenir d'une « solution » quelconque, à laquelle la bourgeoisie puisse avoir recours pour sortir de la crise, ne dépend pas tant des facteurs de la crise elle-même à l'intérieur du pays, que de la pression que pourront exercer les pays impérialistes, pression conditionnée elle-même par le développement de la lutte de classes en Espagne et à l'échelle internationale.

10) Il est hors de doute que la bourgeoisie en Espagne, ou au moins une importante fraction de cette bourgeoisie, s'oriente vers la restauration, dans le but d'éviter l'intervention directe des masses.

Il est certain qu'en 1931 elle s'est vue dans la nécessité de renoncer à la monarchie. Mais il est certain aussi que la République d'Avril ne fut pas moins impuissante à stabiliser sa domination, tâche qu'elle devait confier plus tard à Franco.

La République d'Avril fut pour les ouvriers et paysans la trahison de leurs aspirations émancipatrices. Il ne fait aucun doute qu'elle représenta la conquête de certaines libertés démocratiques; mais elle fut aussi Castilblanco. Pour la bourgeoisie, la République d'Avril ne fut qu'un expédient auquel elle eut recours pour sortir de la crise; mais ce fut aussi: les incendies de couvents, l'invasion des terres par les paysans, l'appropriation des récoltes par ces derniers, la sécularisation des cimetières, la grève de Saragosse et d'autres, le contrôle par les ouvriers des Bourses de Travail, l'insurrection des Asturies, etc., etc. C'est-à-dire, la lutte continue de la classe ouvrière, l'instabilité du régime bourgeois, la réduction de l'« autorité » que les gouvernements républicains n'arrivaient pas à rétablir pleinement, en dépit de leurs efforts acharnés.

11) La crise mondiale du capitalisme, et en particulier de la société espagnole, réduit encore la possibilité d'une situation d'ample démocratie dans le pays. De là vient que la bourgeoisie tend à écarter toute autre solution que celle d'un régime monarchiste, formule de gouvernement qui lui paraît la plus adéquate pour ses desseins contre-révolutionnaires.

La République en Espagne a été une République sans républicains, ou plutôt sans base sociale républicaine. Manquant de force propre, les chefs du républicanisme « historique » sans histoire, ne comptent sur d'autre appui des masses que celui que peut leur offrir la classe ouvrière. Le fait que cette force puisse se transformer en opposition à la première opportunité et que, dans la lutte contre la réaction et les restes du féodalisme, l'action ouvrière puisse dépasser les limites établies par les caudillos républicains, est une réalité que la bourgeoisie espagnole tient en compte pour en déduire qu'une monarchie « républicaine » vaudrait mieux pour elle qu'une république dirigée par des républicains, car lorsque les travailleurs accourent pour la défendre, leur défense prend la forme de l'insurrection asturienne et du 19 juillet.

12) Seule l'action du prolétariat, à la tête de toutes les couches exploitées, peut éviter que la crise du régime franquiste aboutisse à une restauration monarchique. Mais, dans la mesure où le prolétariat confie aux républicains la direction de la lutte contre Franco, les possibilités pour

celui-ci de prolonger son pouvoir et les chances de restauration monarchique augmentent.

La bourgeoisie, par le moyen de ses agents, a créé la Junte Espagnole de Libération et l'Alliance des Forces Démocratiques, afin de châtrer l'indépendance de la classe ouvrière et placer la lutte contre Franco dans les limites du maintien de l'ordre bourgeois. Une fois consommée cette opération, la bourgeoisie aurait recours à la solution monarchique. Elle n'aura recours aux républicains que dans le cas d'une radicalisation des masses travailleuses et dans le but de maîtriser ces dernières.

13) Le gouvernement Giral remplit une mission dont il n'a pas lui-même conscience, tout en croyant le contraire: la mission de personnifier une République impuissante contre la réaction et avec un passé d'échecs.

Ce gouvernement représente la première tentative de la bourgeoisie, dite démocratique, de constituer l'équipe de rechange dans le gouvernement du pays.

L'absence dans ce gouvernement du parti stalinien, dont la politique ne se différencie en rien de celle de Giral, révèle la subordination de ce gouvernement à la politique des grands impérialismes, dont l'antagonisme avec l'U.R.S.S. devient chaque jour plus aigu depuis la fin de la guerre.

Devant une radicalisation possible des masses, il n'est pas exclu que la bourgeoisie consente à céder au stalinisme un poste dans le gouvernement Giral ou tout autre analogue, afin de mieux contrôler et dévier l'action révolutionnaire des travailleurs. Par dessus leurs contradictions, les intérêts suprêmes de la bourgeoisie mondiale et de la bureaucratie soviétique sont solidaires pour éviter à tout prix le triomphe de la révolution prolétarienne, n'importe où.

La participation des socialistes dans un tel gouvernement répond entièrement à la politique traditionnelle de claudication des dirigeants sociaux-démocrates devant la politique bourgeoise.

Quant à la présence d'une aile de la C.N.T.-F.A.I. dans cette équipe gouvernementale chargée d'élever une digue contre l'action révolutionnaire des masses, elle constitue la preuve la plus grande que l'anarchisme, comme théorie directrice de la révolution, fait faillite au moment même où la crise révolutionnaire pose ses problèmes.

14) Certain que, quelque cours que prennent les événements, la fin de sa domination est proche, Franco s'efforce cependant de se soutenir en employant tour à tour une recrudescence de la répression et des promesses de « démocratisation » du régime. Les dernières modifications introduites dans la composition de son gouvernement, et donnant une prépondérance plus grande aux éléments catholiques-monarchistes au détriment de la Phalange, ainsi que ses promesses de grâces, d'élections, de rétablissements de certaines libertés individuelles, d'association, etc., sont autant d'autres preuves des difficultés où se trouve Franco pour continuer à gouverner.

15) Les directions des organisations ouvrières traditionnelles, avec leur politique de concessions et de subordination aux partis républicains, préparent le terrain pour la défaite du prolétariat espagnol.

Cette politique accentue au sein des organisations la confusion générale, augmentant la crise idéologique qui y règne depuis longtemps. Les travailleurs cherchent instinctivement et ne trouvent pas. L'absence d'un parti révolutionnaire, avec tradition et lié à la grande masse, qui serait capable d'attirer le prolétariat à son programme, augmente encore la confusion.

La crise du mouvement libertaire, crise permanente et qui revêt aujourd'hui une expression nouvelle par la participation de représentants anarchistes ou confédérés au gouvernement Giral, marque peut-être le point le plus élevé de cette confusion générale du mouvement ouvrier espagnol. Tandis que les anarchistes, convaincus de la nécessité des luttes politiques, entrent en plein dans la collaboration gouvernementale avec les républicains bourgeois, les anarchistes purs, hostiles à tout gouvernement — même de la classe ouvrière — continuent à se situer